Le Parlement britannique encerclé par la manifestation « Ligne rouge »

Partage international n° 443 – Juillet 2025

Le 4 juin 2025, à l'heure du déjeuner, des milliers d'activistes ont encerclé le Parlement britannique pendant la cession hebdomadaire des questions au premier ministre, pour protester contre l'inaction du gouvernement face à l'assaut génocidaire d'Israël contre la population civile de Gaza. Vêtus de rouge, les manifestants ont exigé que le gouvernement prenne des mesures immédiates sur les plans économique, politique et diplomatique, pour mettre fin aux ventes d'armes et à sa complicité dans le génocide israélien à Gaza. Selon Ben Jamal, directeur de *Palestine Solidarity Campaign*, cette action s'appuie sur les sondages les plus récents, qui montrent que les citoyens soutiennent, à une majorité de quatre contre un, un embargo sur les armes et des sanctions à l'encontre d'Israël, et exigent que les supermarchés britanniques cessent de vendre des produits israéliens.

Ligne rouge pour la guerre contre Gaza

Le 18 mai 2025, plus de 100 000 personnes ont formé une « *ligne rouge* » à La Haye, aux Pays-Bas, pour protester contre le génocide en cours à Gaza et l'absence totale de volonté du gouvernement néerlandais de mettre fin aux crimes de guerre d'Israël. Cela faisait vingt ans qu'une telle manifestation n'avait pas rassemblé autant de personnes.

En avril, cinq ONG néerlandaises (Oxfam Novib, Amnesty International, Médecins sans frontières, Save the Children et PAX) se sont entretenues avec le premier ministre Dick Schoof, qui a indiqué que, pour lui, il n'y avait pas de ligne rouge pour Israël en termes de violation du droit international. Les cinq organisations ont décidé après cette conversation que *« si le gouvernement ne trace pas de ligne rouge, nous le ferons »* et ont appelé les Pays-Bas à se rendre en masse le 18 mai à La Haye, la ville qui abrite non seulement le gouvernement néerlandais, mais aussi la CIJ (Cour internationale de justice) et la CPI (Cour pénale internationale).

Faisant suite à l'offensive d'octobre 2023, chaque manifestation contre la guerre à Gaza réunissait quelques milliers d'activistes plus ou moins aguerris. Cette fois ce sont plus de 100 000 personnes vêtues de rouge qui se sont rendues à La Haye en exigeant que *« Cela cesse ! »* De nombreux participants ont déclaré qu'ils assistaient à une manifestation pour la première fois de leur vie, poussés par le besoin d'exprimer leur colère impuissante face aux atrocités commises à Gaza, à l'impunité totale avec laquelle Israël, ivre de pouvoir, est autorisé à poursuivre ses activités, et au fait que le gouvernement néerlandais détourne le regard. Seuls 15 % de la population soutient la politique néerlandaise à l'égard d'Israël.

La participation a été si importante que la plupart des politiciens néerlandais, qui ont l'habitude de criminaliser les participants aux petites manifestations et de les traiter d'antisémites, se sont tus. Deux hommes politiques n'ont toutefois pas pu s'empêcher d'afficher leur mépris pour les manifestants en les qualifiant de *« mal informés »*.

Alors que le gouvernement néerlandais continue de détourner le regard, malgré la manifestation du 18 mai, une autre manifestation a eu lieu à La Haye le 15 juin, attirant cette fois-ci encore plus de monde : 150 000 personnes. Le même jour, 100 000 personnes ont également formé une « ligne rouge » à Bruxelles, en Belgique. Davantage de personnes avaient voulu y participer, mais les trains étant bondés, beaucoup n'ont pas pu atteindre Bruxelles.

Comme l'écrivait le Maître de Benjamin Creme en 1987 : *« Le temps est proche où ils [l'humanité] laisseront leurs leaders loin derrière eux. »* (*« Plaidoyer pour le partage »,* mars 1987)

Extrait de *Share International*, juillet / août 2004

Un membre du cabinet israélien condamne l'offensive à Gaza

Un membre important du cabinet

israélien a vivement critiqué l'offensive militaire de l'armée israélienne dans la bande de Gaza, déclarant que les images télévisées lui rappelaient les souffrances de sa famille pendant l'Holocauste. Le vice-premier ministre Yosef Lapid, qui détient également le portefeuille du ministère de la Justice et qui est un survivant de l'Holocauste, a déclaré que le pays risquait une nouvelle condamnation internationale si l'armée continuait sa campagne de traque des tireurs palestiniens, de démolition des logements et d'expulsion des civils du centre du camp de réfugiés de Rafah, densément peuplé.

Entre le 1er et le 24 mai 2004, 277 bâtiments, abritant 641 familles ou 3 451 personnes, ont été démolis à Rafah, touchant 14 666 personnes : *« A la télévision, j'ai vu une vieille femme fouiller dans les ruines de sa maison à la recherche de ses médicaments, et cela m'a rappelé ma grand-mère qui a été expulsée de sa maison pendant la Shoah. […] Nous ressemblons à des monstres aux yeux du monde,* a-t-il ajouté. *Cela me rend malade. […] La destruction des maisons doit cesser parce que c'est inhumain, non juif, et que cela nous cause beaucoup de tort dans le monde entier. A la fin, nous serons expulsés des Nations unies, nous serons jugés à La Haye*, a-t-il déclaré en faisant référence à la Cour internationale de justice, *et personne ne voudra plus avoir affaire à nous. »*
(Source : *The Washington Post,* USA ; UNRWA)

Thématiques :
Rubrique : Divers